

[Texte]

out there purchasing goods realizes the major concern of the consumer right now is what has happened to interest rates and to price increases. The Bank of Canada has made it an important issue.

I find it very significant that your suggestion with your proposal shows a very dramatic difference between inflation rates. With the present proposal, there is a question that inflation may increase from 1.5% up as high as 2.2% or whatever that number is going to be. Different groups seem to give different numbers. You are suggesting with your proposal that you would in fact have a reverse effect and reduce inflation by 2%. Would you give us a quick run-down on—

Prof. Brooks: Sure. It is easy to get that number; it is really quite simple. Incidentally in some sense it is not a prediction about what inflation will be or how it will affect inflation. Obviously the study is a microsimulation. It is a static analysis. It does not take into account or purport to take into account any kind of behavioural responses by business or labour. It does not take into account demand elasticity for various products. It simply in effect says in its simplest terms that, in 1991, if goods and services purchased by households amount to \$450 billion and if you remove the MST, which would account for \$11 billion of that, which would be about 2.2%—that is, if you remove about 2.2% of the cost of the goods and services purchased in 1991—it is not unreasonable to expect prices would decline by 2.2%.

The Chairman: Except that you also remove the income from the people by putting it on their backs in tax increases. If you think for one moment that the tax increases would not trigger a wage response... you are talking pretty massive tax increases here. You have to raise \$10.5 billion in income tax and \$2.7 billion in corporate tax. That corporate tax has to get passed onto somebody. It does not come out of the trees.

Prof. Brooks: It could come out of profits, Mr. Chairman.

The Chairman: It is going to fall on somebody because corporations, as you know and I know, do not pay tax.

Prof. Brooks: It could fall on corporate profits and therefore it is being paid by shareholders.

The Chairman: It could fall on corporate profits, it could fall on wages and it could fall on prices.

Mr. Langdon: Or it could fall on exports, Mr. Chairman.

[Traduction]

canadienne. Quiconque fait des achats dans un magasin se rend compte que la principale inquiétude du consommateur à l'heure actuelle concerne les taux d'intérêt et la hausse des prix. La Banque du Canada en a fait une question brûlante d'actualité.

Je trouve très intéressant que dans votre proposition, on constate un écart spectaculaire au chapitre du taux d'inflation. Aux termes de la proposition du gouvernement, il est question que l'inflation augmente de 1,5 ou même 2,2 points de pourcentage. Le chiffre varie selon les divers groupes auxquels on s'adresse. Vous laissez entendre que si l'on appliquait votre proposition, on aurait au contraire une baisse de l'inflation de 2 p. 100. Pourriez-vous nous faire une brève récapitulation. . .

M. Brooks: Bien sûr. Ce n'est pas compliqué d'en arriver à ce chiffre; enfin, c'est bien simple. Je signale en passant que dans un sens, il ne s'agit pas d'une prédiction de l'inflation ou des répercussions sur l'inflation. Évidemment, l'étude est une micro-simulation. C'est une analyse statique. Elle ne tient pas compte ni ne prétend tenir compte d'un quelconque changement d'attitude de la part du patronat ou des syndicats. Elle ne tient pas compte de l'élasticité de la demande pour divers produits. Elle dit simplement qu'en 1991, si les ménages achètent des biens et services valant 450\$ milliards et si l'on supprime la TVF, on enlève une portion de 11\$ milliards, ce qui représente environ 2,2 p. 100. Autrement dit, si l'on retranche 2,2 p.100 du coût des biens et services achetés en 1991, il n'est pas déraisonnable de s'attendre à ce que les prix baissent de 2,2 p. 100.

Le président: Sauf que vous enlevez également des revenus aux gens en augmentant leur impôt sur le revenu. Si vous vous imaginez que l'augmentation des impôts ne déclencherait pas une réaction sur les demandes salariales... en effet, les hausses d'impôt que vous proposez seraient assez spectaculaires. Il faudrait prélever 10.5\$ milliards en impôt sur le revenu et 2.7\$ milliards en impôt sur les sociétés. L'impôt sur les sociétés sera fatalement répercuté quelque part. Cet argent ne tombe pas du ciel.

M. Brooks: Il serait prélevé à même les bénéfices, monsieur le président.

Le président: C'est quelqu'un d'autre qui en écoperait, car les sociétés, comme vous le savez aussi bien que moi, ne paient pas d'impôt.

M. Brooks: L'argent pourrait être prélevé à même les bénéfices de entreprises et serait donc payé par les actionnaires.

Le président: Il pourrait être prélevé sur les bénéfices des entreprises, il pourrait aussi être prélevé sur les salaires comme il pourrait se répercuter sur les prix.

M. Langdon: Ou bien sur les exportations, monsieur le président.